



LE CHAT DÉCHAÎNÉ

Feuille d'information et d'opinion de la
Fédération Libertaire des Montagnes.

FLM, rue du soleil 9 2300 La Chaux-de-Fonds flm.osl@espacenoir.ch



28.07.2020

Des propositions pour l'avenir

Parmi le foisonnement des propositions émises par les anarchistes au cours de leur histoire, un nombre important réapparaît dans les mouvements contemporains. Repris ou réinventé, bien des concepts libertaires révèlent leur pertinence aujourd'hui.

Evolution et révolution

Devons-nous attendre le Grand Soir ou faut-il réformer la société morceau par morceau ? Ce débat a longtemps opposé réformistes et révolutionnaires. Les uns préconisent une rébellion spontanée, ou planifiée imposant un changement idéal soit grâce à la vocation messianique des dominés qui naturellement font les bons choix, soit grâce à la science accomplie d'un parti unique imposant sa « dictature prolétarienne ». Les autres s'attachent à se faire élire afin de changer la société de compromis en compromissions dans les règles imposées par les classes dominantes, une économie de plus en plus financière et un jeu démocratique dominé par l'argent et le court terme.

Pour les anarchistes - pas tous évidemment, quand on parle de « doctrine » chez les libertaires ce n'est jamais hégémonique,... donc pour les anarchistes, disais-je, la question se pose différemment. Comment acquérir les connaissances, les pratiques et la base sociale nécessaire à une transformation fondamentale de la société respectant la justice sociale, la liberté, et notre environnement naturel ? Il nous semble que des éléments fondamentaux doivent être admis :

- La participation de toutes et tous aux décisions.
- Le refus de toutes discriminations et rapports de domination.
- Une pluralité permettant de confronter et comparer les opinions et les expériences (pas de parti unique).
- La création de contre-pouvoirs participatifs et autogérés (associations de défense de l'environnement ou des droits humains, syndicats de base).
- La création de structures autogérées offrant des alternatives dans les relations humaines et de travail. (coopératives, squats, ZAD, usines récupérées etc.), lieux d'expériences et de résistances.
- Autonomie des personnes et des structures, fédéralisme.
- Solidarité et coordination des luttes et des alternatives. Ne jamais perdre de vue le global.

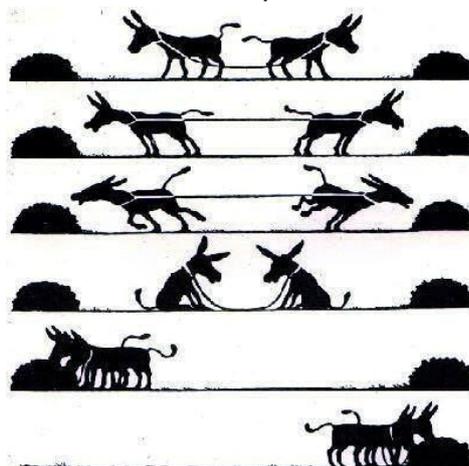
L'autogestion

Gestion directe, autogouvernement et autogestion sont autant d'appellations qui, au cours de l'histoire du mouvement libertaire, ont désigné les notions et les pratiques de cette sorte d'hyper démocratie. Elle désigne à la fois une façon d'organiser les luttes et un mode de fonctionnement au niveau de la gestion des communautés, du travail collectif, de la production et de l'organisation politique du local à l'international.

Le but de l'autogestion est de créer des structures anti-autoritaires donc sans hiérarchie.

On oppose souvent à ce projet que, dans toutes relations humaines, il y a des rapports de domination, d'autorité ou en tout cas d'influence. Peut-être, mais les références à l'absolu ne servent pas à grand-chose dans la vie et sont même le plus souvent nuisibles en nous menant vers la tyrannie voire au totalitarisme. L'autogestion est donc, comme tout idéal de liberté et de justice, un chemin, un projet en perpétuelle construction. « La fin de l'histoire »¹ est une conception absurde qui ne sert qu'à justifier un statu quo visant à protéger les privilèges tandis que son pendant millénariste² « révolutionnaire » nous promet des lendemains qui chantent perpétuellement repoussés ou la création de sociétés où les personnes qui n'entrent pas dans le moule sont considérées comme des traîtres et sont persécutées.

C'est pour cette raison que nous devons dès aujourd'hui mettre en place des lieux d'autogestion que ce soit dans les luttes des classes dominées (tels que des syndicats de base) ou dans les territoires et les structures d'actions communautaires³. Ces organisations nous permettent à la fois de défendre et d'améliorer nos conditions de vie et de préparer un changement fondamental de la société. Elles nous font prendre conscience de la valeur et de l'avantage de la coopération et de la solidarité par rapport à la concurrence que nous impose le capitalisme. Elles nous permettent de construire une base sociale et une nouvelle culture de résistances dont l'aboutissement pourrait prendre la forme d'une grève générale expropriatrice en cas de mesures répressives des gouvernements et des milices au service du capital.



D'autre part, l'organisation autogestionnaire des travailleurs, des travailleuses et des activistes environnementalistes et/ou de la scène communautaire permet de peser de plus en plus sur les choix technologiques et industriels. Cet aspect a une importance considérable, plus l'économie est orientée par la logique du profit, plus la transition ou la révolution écologique et sociale sera difficile, comme on le voit lorsqu'on essaie de démanteler une industrie polluante sur le dos de leurs salariés ou que l'on tente de faire changer les habitudes de mobilité dans des zones où les services publics sont sinistrés.

Agir aujourd'hui pour créer les conditions sociales d'un changement profond de notre société s'avère essentiel, si on veut sortir de la spirale infernale de la logique du profit et de la concurrence qui nous entraîne vers des catastrophes écologiques et la dégradation de nos conditions sociales. Les structures allant dans ce sens se développent de plus en plus. Les partisans de l'autogestion (anarchistes, libertaires ou autres) ont le choix entre une multitude de mouvements dans lesquels ils veilleront à y défendre les principes d'autonomie, d'anti-dogmatisme, de non-discrimination et de participation égalitaire.

Michel Némitz

1. « **Fin de l'Histoire** » : Théorie développée par le politologue américain Francis Fukuyama, suite à la chute du mur de Berlin, prétendant que le libéralisme est la structure indépassable de la société.
2. « **Millénarisme** » (Christianisme) Croyance dans l'avènement du retour du messie ouvrant le règne de la justice durant mille ans avant le jugement dernier. Par extension ironique il désigne les courants de pensées espérant l'avènement spontané et inéluctable d'un monde de justice.
3. « **Projet communautaire** » (concept québécois à l'origine) « L'action sociale communautaire vise le développement et le bien-être de sa communauté à travers sa participation. » **Tiré de L'économie sociale de A à Z, Collectif, Editeur : Alternatives Economiques: Paris 2009.** Un grand nombre de réalisations de cette sorte existe à travers le monde. En Suisse les centres autonomes, les sleepings, les comités de quartiers solidaires en sont des exemples. A Montréal, il en existe un nombre important dans des domaines extrêmement variés dont des cliniques. Le quartier de la Pointe St-Charles en est un modèle remarquable.

Sur l'importance pour les anarchistes d'embrasser la révolution du Rojava

"Now that it's raining more than ever

Know that we'll still have each other

You can sand under my umbrella"

"Alors qu'il pleut plus que jamais

Tu sais qu'on peut compter l'une sur l'autre

Tu peux rester sous mon parapluie"

Ces paroles de la chanteuse pop Rihanna sont celles que chantaient Anna Campbell, une jeune anarchiste anglaise, et son amie Şilan, militante des YPJ*, toutes deux abritées sous un parapluie. C'était en 2018 au Rojava, sur la ligne de front contre l'armée turque. Le parapluie les protégeait des drones qui auraient pu détecter leur position. Quelques instants plus tard, Anna tombait, touchée par un missile turc. Dans une vidéo enregistrée avant qu'elle parte au front, elle explique sa vision de l'internationalisme et parle des milliers de volontaires parti-es lutter contre le fascisme en Espagne. Elle appelle toutes les personnes qui croient en la révolution, à rejoindre les peuples qui luttent pour créer le monde dans lequel on voudrait vivre. Pour Anna comme pour des milliers de personnes à travers le monde, la révolution du Rojava a ré-ouvert les horizons. Enfermé-es dans un quotidien où tout est régi par l'état, une alternative au capitalisme est difficile à imaginer. Le cycle des soulèvements populaires réprimés dans le sang semble impossible à dépasser. Les perspectives d'une alternative semblent limitées à des petits groupes de personnes, impossible à étendre à la société toute entière.



La ville de Kobanê au Rojava est devenue le symbole de la résistance contre le fascisme. Après des mois de combats acharnés contre Daech, les YPG et les YPJ* libéraient la ville. Mais Kobanê incarne aussi la révolution sociale du Rojava avec la construction d'un système basé sur la démocratie directe représentant tous les groupes ethniques et confessionnels de la région, la libération des femmes et l'écologie sociale. Si cette révolution a été menée par le mouvement kurde, différents peuples y ont maintenant pris leur place. Groupes révolutionnaires de Turquie, internationalistes anarchistes, communistes ou anti-fascistes se battent

côte à côte.

Mais ce modèle défiant les puissances mondiales et régionales qui ont tout intérêt à faire du Moyen-Orient un brasier continue d'être attaqué de toutes parts. Et c'est maintenant le fascisme de l'état turc qui est au premier plan pour détruire le projet social du Rojava. Si cette guerre de basse intensité ne fait pas parler d'elle dans les médias européens, c'est pourtant des attaques presque quotidiennes qui sont perpétrées contre les différentes régions du Kurdistan. Au moment de la rédaction de cet article, l'armée turque bombarde les montagnes de Qandil dans le Kurdistan iraquien. Ces montagnes sont le cœur du mouvement de résistance. Le 18 juin dernier c'est le camp de réfugiés de Marxmur dans le Kurdistan iraquien qui était la cible des bombardements aériens de l'armée turque. Puis le 23 juin, 3 femmes étaient assassinées par un drone à Kobanê. Elles s'appelaient Amina Waysî, Zehra Berkel et Mele Xelîl et faisaient partie de Kongraya Star, l'organisation des femmes du Rojava.

De nombreux-ses militant-es progressistes en Europe débattent pour savoir si la révolution du Rojava mérite ou pas notre soutien inconditionnel. On parle de la nécessité d'une solidarité



critique. Pourtant si on s'imagine sur place, notre camp serait plutôt vite choisi car lutter contre le fascisme de Daech ou de l'état turc est une question de survie. Plus qu'un soutien inconditionnel, nous devons embrasser cette résistance contre le fascisme et y prendre part. Après cela, nous aurons le droit et même le devoir de critiquer le processus révolutionnaire pour le faire

avancer. La Suisse sert de base arrière à cette guerre notamment car les machines-outils qui permettent à la Turquie de produire de roquettes sont exportées depuis les usines de nos montagnes. Nous avons donc un rôle important à jouer si nous prenons la responsabilité d'ouvrir ce front de la lutte. Nous devons reprendre confiance dans le pouvoir de nos actions et imaginer l'impact que pourrait avoir une grande campagne contre l'exportation du matériel de guerre depuis nos montagnes. En menant des actions disruptives, en créant des liens avec les syndicats des travailleurs-euses de ces usines, en mettant la pression sur les parlementaires pour obtenir des sanctions diplomatiques. Les possibilités d'action sont nombreuses et ont le potentiel de jouer un rôle important dans cette lutte.

Pour tous les groupes révolutionnaires et les anarchistes en particulier, soutenir et apprendre de la révolution du Rojava devrait être une priorité. Créer des liens forts avec les camarades au Rojava et dans les autres régions qui sont en train de construire des formes d'autonomie est primordial. Cela ouvrira également d'importantes perspectives pour avancer les luttes sociales dans notre région.

Cindy

*Unités de protection du peuple et Unités de protection des femmes

Du Rojava aux montagnes du Jura, nous défendrons la révolution!

(Communiqué)



Le 19 juillet est un jour historique, anniversaire des révolutions au Rojava, au Nicaragua ainsi qu'en Espagne.

Il y a 8 ans, les peuples du Rojava menaient une lutte historique contre le fascisme et pour construire une démocratie de base avec comme principes la libération des femmes et l'écologie sociale. Des centaines de jeunes femmes ont rejoint les milices d'autodéfense des YPJ et ont libéré les femmes détenues en esclavage par Daech. C'est leur drapeau que nous avons hissé aujourd'hui dans les montagnes du Jura en Suisse. Nous saluons leur courage et leur

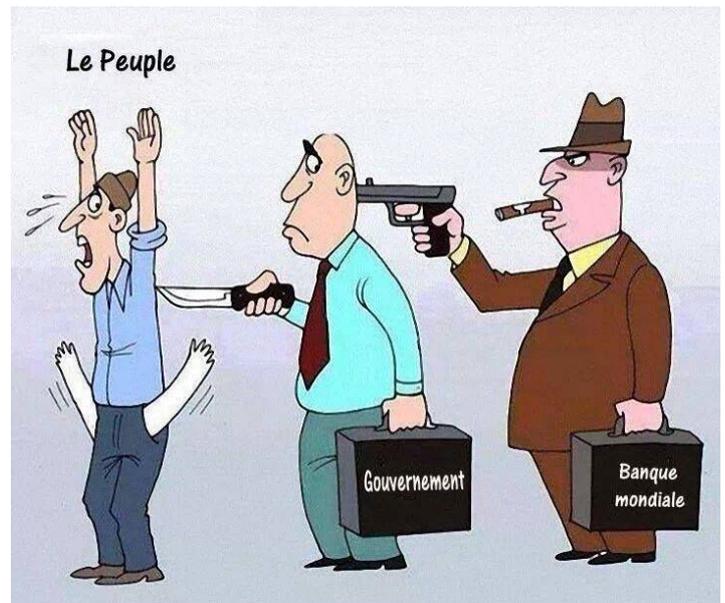
détermination. Nous rendons hommage à toutes celles et ceux qui sont tombé.es dans ce combat et promettons de poursuivre leur lutte.

La Suisse est l'une des bases arrières de cette guerre. De nombreuses usines exportent des armes ou des machines outils permettant de fabriquer des armes vers la Turquie. La Suisse soutient le gouvernement turc diplomatiquement ainsi qu'économiquement grâce à un accord de libre échange. Le front de lutte se trouve également ici et nous devons jouer notre rôle afin de défendre et de propager les acquis de cette révolution.

La réalité du prétendu recul de la grande pauvreté.

A force de spéculer, les néolibéraux ont acquis une certaine expertise dans la manipulation de chiffres. Ainsi la Banque Mondiale, grande spécialiste avec le FMI (Fond Monétaire International) des classements bidon et des plans de redressement économiques foireux¹, ont fixé un seuil de revenu au-dessous duquel on est considéré comme extrêmement pauvre, soit 1.90 \$ par jour (environ 1.70 fr). Donc le SDF sans papiers, vivant à Paris, Genève ou New York aurait tort de se plaindre s'il gagne en moyenne 2.— fr par jour.

Grâce à cette définition autant arbitraire qu'irréaliste, cette institution se permet d'annoncer triomphalement un recul considérable de l'extrême pauvreté (passant de 1,9 milliard d'invidus en 1984 à 736 millions en 2015). Cette annonce providentielle permettant aux partisans de la dictature des marchés de s'en attribuer le mérite, de fustiger ces affreux gauchistes qui prétendent que les pauvres sont toujours plus pauvres et les riches toujours plus riches et de faire taire toute cette populace geignarde en révolte qui ne sait pas la chance qu'elle a de vivre dans une société gouvernée par les financiers.



Ce tour de passe-passe simpliste est pourtant facilement démontable. Ainsi, comme n'importe quel observateur peut s'en rendre compte, il paraît évident et absurde de considérer comme équivalent la situation, par exemple entre une personne gagnant quotidiennement 1.70 fr en Tunisie où la livre de pain coûte 0.10 fr et celle d'une autre ayant le même revenu en Suisse où elle revient au minimum à 1.10 fr.

D'autre part, un nombre important d'autres paramètres, un peu moins évident, devrait tempérer l'optimisme de nos capitalistes philanthropes. Si la pauvreté a reculé dans plusieurs endroits du monde, ce n'est pas le cas, loin s'en faut, partout pareil, on peut même dire qu'elle a augmenté dans beaucoup d'entre eux, notamment en occident. Ainsi, si la Chine a tiré vers le haut les statistiques quant à la diminution du nombre de personnes les plus défavorisées, il n'en est pas de même dans plusieurs pays d'Amérique, d'Europe et d'Afrique. Il est à noter que pour l'Amérique Latine, l'amélioration du pouvoir d'achat est souvent dû aux politiques sociales instaurées par la pression des syndicats, de la rue et de gouvernements un peu moins libéraux (contre l'avis du FMI).

Olivier Rey, philosophe et mathématicien, démontre dans un interview de l'hebdomadaire « *Marianne* » (du 6 au 12 mars 2020, page 50) l'absurdité de définir par un nombre un fait qu'il est censé documenter : « *D'après ce critère les membres d'une société traditionnelle qui vivent de chasse, de pêche, d'agriculture vivrière, de petits élevages et de 0 dollars sont dans un état de pauvreté absolue. Et pourtant dans leur monde ces personnes ne souffrent d'aucun dénuement. Au fur et à mesure que ces sociétés traditionnelles sont absorbées dans l'économie monétaire mondialisée, les statistiques vont constater leur enrichissement, puisque les dollars apparaissent, alors que pour la plus grande partie de la population cet enrichissement est synonyme de basculement dans la misère* ».

Nos grands gourous de l'économie, n'en sont pas à leur coup d'essai. Régulièrement, il nous abreuve de chiffres censés nous convaincre que tout va bien pour nous et que si ce n'est pas pour maintenant, il suffira d'accepter leurs remèdes (privatisation, austérité, démantèlement social, stigmatisation des chômeurs et des chômeuses, transfert de la charge fiscale des plus riches vers la classe moyenne) pour que les beaux jours reviennent. Toutefois, ils n'arriveront pas à nous

convaincre durablement, car la réalité sociale, nous ne la chiffrons peut-être pas, mais nous la vivons quotidiennement.

Michel Némitz

1. Le FMI et la BM ont imposé à l'Argentine durant les années 1990 un plan de redressement avec des économies drastiques et des privatisations à tout va. Quelques années après avoir été félicité par ces institutions pour leur obéissance, ce pays était en faillite et son économie à l'arrêt. D'autre part en janvier 2018, Paul Romer chef économiste du « Doing Business » (classement de la Banque mondiale du meilleur au plus mauvais pays pour y faire des affaires) reconnaît dans un interview au Wall Street Journal que ce classement se fait avec des préjugés idéologiques. Ainsi le Chili aurait été déclassé parce que sa présidente Michelle Bachelet était socialiste.

Article publié par l'Union Communiste Libertaire le 16 juillet 2020 :

Les peuples se dressent contre le racisme et les discriminations

Le meurtre de George Floyd aux États-Unis par la police a déclenché une vague d'indignation populaire dans ce pays et dans le monde entier. Les manifestations de masse, les actions directes contre la police et en réponse à la répression ont été monnaie courante ces derniers jours. Ce meurtre, comme des milliers d'autres, fait revivre les manifestations de 2014 aux États-Unis, à la suite des nombreux assassinats de noirs, en particulier de jeunes.

Mais ce fait a mis en évidence le profond racisme qui existe dans les sociétés actuelles. En Europe, des milliers de personnes migrantes réclament le droit d'être enfin traitées sur un pied d'égalité avec la population blanche. Et le droit à l'asile et à l'accueil est également réclamé pour les milliers de personnes qui tentent chaque jour de traverser la Méditerranée ou la Turquie afin de rejoindre l'Europe de l'ouest, une tentative dans laquelle beaucoup d'entre elles meurent ou sont durement réprimées, voire incarcérées dans des camps de réfugiés qui prennent de plus en plus la forme de prisons.

Ce phénomène met en évidence le rôle historique du racisme dans la construction de la société capitaliste. Le déploiement du capitalisme - bien avant la révolution industrielle - s'appuie sur plusieurs éléments centraux : le pillage de continents entiers, le génocide de populations entières, l'appropriation de territoires, de ressources et de corps par les États européens et leur bourgeoisie, afin de permettre l'accumulation de capitaux qui seront ensuite investis dans le développement de la machinerie et de l'industrie au XVIIIe siècle. C'était cette stratégie coloniale de pillage des ressources à travers l'Amérique, accompagnée par l'esclavagisme et le trafic des êtres humains en Amérique du Sud et en Afrique qui a permis l'enrichissement et la consolidation du capitalisme.

Puis, débute au XIXe siècle une seconde phase, l'expansion impérialiste et coloniale européenne s'étend sur l'Afrique, l'Asie et l'Océanie, avec un nombre incalculable de morts et de viols, de pillages, répétant la conquête faite quelques siècles auparavant en Amérique sur le reste de la planète. Ainsi, le capitalisme s'étend au reste du monde et devient un système mondial. Le pillage et la destruction, les génocides, sont inhérents au capitalisme ; ils sont dans son ADN. Tout comme le racisme ou le patriarcat, le capitalisme se construit sur l'exploitation des corps et des territoires pour permettre son fonctionnement et sa reproduction.

Le racisme est un élément structurel du système capitaliste. Car pour piller le reste de la planète - même au sein des pays développés - le système capitaliste et les classes dominantes doivent établir qui doit être dominé et pillé. Les conquérants européens et les maîtres coloniaux ont très tôt légitimé cette décision via des soi-disant études scientifiques fondant les « théories



raciales », qui revendiquaient l'existence de différentes « races humaines » et les répartissaient de façon hiérarchique, à la tête desquelles se trouvait toujours la soi-disant « race blanche », c'est-à-dire les européens eux-mêmes.

Le racisme place toute une partie de la population de la planète, voire des continents entiers, dans une position subalterne. C'est ainsi que nous voyons la relation entre pays développés et sous-développés. Le système capitaliste basé sur la division entre les classes sociales a organisé celles-ci à sa mesure, se basant également sur la discrimination raciale ou la couleur de la peau. Outre le racisme, d'autres facteurs jouent un rôle, dont certains sont liés et interdépendants, comme la construction de l'Etat-nation, qui divise les opprimé.e.s et dévalorise tou.te.s celles et ceux qui n'appartiennent pas au collectif national. L'Etat-nation constitue donc l'un des fondements de la norme raciste et capitaliste.

En Europe et en Amérique, une grande partie de la population non-blanche reste dans la pauvreté et porte en elle tout cet héritage issu de l'histoire coloniale dont nous avons parlé précédemment. Les personnes non blanches accèdent fréquemment aux emplois les moins bien payés, sans sécurité sociale ni avantages sociaux, l'accès à la santé et au logement est médiocre et le harcèlement et la violence policière sont constants comme on le voit aux États-Unis, en Europe mais aussi dans les favelas du Brésil avec un véritable processus de massacre organisé des jeunes noirs.

En d'autres termes, le racisme n'est pas une simple dérivation de la structure économique de la société capitaliste, ce n'est pas un problème secondaire. Au contraire, nous nous devons de rappeler que le système capitaliste s'est construit grâce et sur l'oppression et la discrimination raciale, ce n'est pas exclusivement un système économique. C'est un système global, dans lequel les aspects idéologiques et politiques jouent un rôle primordial, tout comme les questions juridiques que le capital utilise pour continuer son expansion et permettre d'augmenter toujours le niveau de répression, tout en développant sa communication...

Sur la base d'un discours raciste, le système capitaliste et les Etats condamnent des zones entières de la planète à la faim, à des conflits et à des guerres constantes. C'est nécessaire pour que ce système assassin continue d'exister, tout comme il lui est nécessaire de temps en temps de "se laver le visage" afin de laisser croire à des changements, en permettant par exemple à un président noir comme Obama d'arriver au pouvoir aux États-Unis. C'est précisément sous l'administration Obama qu'il y a eu une recrudescence de la violence policière contre les personnes noires. C'est le signe évident que le racisme est structurel dans ce système, qu'il se niche dans ses forces répressives et dans les groupes racistes et suprémacistes blancs - mais pas seulement en eux, au niveau de la société - et qu'il a une composante de classe évidente.

Le visage libéral du capitalisme a permis à une petite minorité de personnes noires d'accéder au pouvoir et aux classes dominantes, mais uniquement dans le but de se renouveler et de se renforcer. Le « capitalisme libéral » et « l'État démocratique » n'ont pas cessés d'être racistes parce qu'ils placent un président ou un homme d'affaires noir dans une position privilégiée ; il devient sûrement plus perfectionné afin d'augmenter le degré de pillage et d'oppression de la majorité sociale à travers la planète.

C'est pourquoi, du point de vue de l'anarchisme politiquement organisé, nous parlons de la nécessité de construire un « front des classes opprimées », rassemblant tous les secteurs opprimés et dominés par ce système. Les travailleuses et les travailleurs, avec un statut ou informel.les, les paysannes et paysans, les populations indigènes, les privé.es d'emploi, les réfugié.es etc. Tou.te.s celles et ceux qui, dans leur vie quotidienne, subissent les conséquences du système capitaliste ont une place pour lutter dans un tel front. C'est le sujet social qui se manifeste aujourd'hui dans les révoltes du monde entier et c'est le sujet que nous devons construire dans une perspective de renforcement organisationnel des peuples pour les processus de rupture, de révolution sociale que nous promovons et auxquels nous aspirons. Parce que le système capitaliste n'est pas seulement un système économique ou un système dérivé de ses bases économiques, la lutte contre le racisme et la violence d'État qui le soutient, doit aussi être une lutte contre les structures même du système capitaliste, un système entraînant famine, mort et violence contre les opprimé.e.s du monde, quel que soit la couleur de

leur peau, leur genre ou leur langue. Précisément, contre cet État qui n'est pas et n'a jamais été "neutre" dans le déploiement du système capitaliste mais qui en est un élément central et organisateur, nous appelons donc à toujours favoriser et soutenir l'auto-organisations de tout.e.s les opprimé.e.s !

Dans la société les attaques et les discriminations racistes se multiplient au fur et à mesure que les pouvoirs économiques et politiques traitent comme "autres" celles et ceux qui ne leur prêtent pas allégeance ; que ces pouvoirs assument le rôle de "garant" de chaque conflit social pour leur propre survie. Alors que le capitalisme et l'État renforcent leur répression et leur militarisation dans la société avec de nouveaux produits chimiques, avec des balles et des mobilisations civiles racistes, avec la police et l'armée ; il est temps de les combattre !

Solidarité avec la Cantine à Delémont

(Textes tirés d'un tract du Collectif de la Cantine)

Vous avez probablement entendu parler de la Cantine ces derniers temps... En deux mots, il s'agit d'une association qui développe des activités artisanales, culturelles et sociales dans un ancien bâtiment industriel situé à Delémont, depuis début 2016. On y fonctionne en autogestion et sans subvention pour proposer une multitude d'espaces de travail collectifs et d'activités à prix libre, ouvertes à toutes et tous.

Ce projet est actuellement menacé

Quatre années que nous faisons tout notre possible pour mener à bien l'aventure, dans une dynamique qui s'acharne à être constructive. Quatre années d'intensité humaine, de découvertes et de partages, quatre années que les propriétaires tentent de saboter cette expérience, se faisant aujourd'hui donner raison par le tribunal cantonal. Pourtant il n'y a eu aucune plainte à notre encontre chez les flics, les loyers sont payés rubis sur l'ongle et une quantité grandissante de personnes participent au projet ou l'apprécient simplement.

Notre crime ?

Accrochez-vous bien, c'est caustique: un poulailler, un abri de jardin, une cabane de tri et des caravanes disposées sur le parking que nous louons. Nous ne nous étendrons pas sur les trois premiers « mobiles » tant c'est pathétique de nous reprocher ces constructions à l'heure où la crise écologique et sociale s'étend à vue d'œil. Concernant les caravanes, il convient de reconnaître que nous avons pris le temps utile, avant de les retirer, de vérifier les arguments juridiques imprécis et mesquins de vonRoll. Ce qui est nécessaire dans une situation de défense est interprété ici comme un manque de réactivité par l'autorité judiciaire.

La Cantine est coupable de trop tarder à se soumettre à son propriétaire. La juge de première instance a confirmé toutes les plaintes de la direction de vonRoll qui invoque sa renommée internationale pour faire passer la Cantine comme un projet dont la présence est insupportable.

La dimension collective du projet et l'intérêt commun qu'il représente ne sont pas considérés par la justice. Association non-lucrative, reconnue d'utilité publique contre industriel fortuné? Que le meilleur gagne: du balai les expériences non-marchandes! Aux suivants!

Relation avec la ville

La possible éviction d'un projet collectif et populaire comme la Cantine inquiète, jusqu'ici, peu les autorités communales, soucieuses avant tout de protocoles favorisant le développement institutionnel et marchand de la ville. Suite à une récente motion du conseil de ville soutenue par une majorité d'élue.s, nos autorités devront maintenant s'activer pour essayer de régler le litige en faveur de l'association. Une prise de position active de la part de la municipalité peut avoir une influence dans ce combat à armes inégales. Toutefois, vu l'incapacité des directeurs de vonRoll à voir plus loin que le bout de leurs dividendes, on ne se fait pas trop d'illusion sur l'issue des négociations.

La Cantine face aux tribunaux

Le sort de la Cantine dépend maintenant principalement du Tribunal cantonal de deuxième instance.

À ce stade, nous pensons qu'il est peu probable, mais pas impossible, que la Cantine voie la procédure d'appel tourner en sa faveur. Dans ce cas, la rupture du contrat de bail émise

en décembre 2018 serait invalidée. Le bail continuerait donc, comme prévu, au moins jusqu'en 2026. Il est couru d'avance que vonRoll cherchera inlassablement de nouveaux prétextes pour rompre le contrat de bail de manière anticipée.

Il se pourrait aussi que la justice confirme son premier jugement. Le bail serait alors rompu. Le collectif et ses soutiens devraient donc juger de l'utilité de poursuivre la procédure judiciaire devant le tribunal fédéral.

S'engager pour que la Cantine reste!

Le cas échéant, aurons-nous une conscience solidaire assez forte pour démontrer que la situation actuelle de notre société ne répond plus à certains besoins élémentaires pour vivre ensemble en préservant le commun? Que des associations telles que la Cantine qui expérimentent, développent, promeuvent d'autres modes de fonctionnement sociaux et culturels, deviennent de plus en plus indispensables pour répondre aux différentes crises auxquelles nous faisons et allons faire face ?

La mise en commun, l'autogestion et la solidarité sont des bases à partir desquelles nous nous organisons pour façonner le présent sans saccager l'avenir.

Si vous souhaitez être acteur·ice, la Cantine est toujours là et vous accueille à l'occasion d'événements ponctuels ainsi qu'à l'improviste la plupart du temps. Si vous désirez rester spectateur·ice, nous ne pouvons que vous souhaiter un spectacle des plus divertissants !

Nous vous invitons à rejoindre les assemblées de défense qui auront lieu tous les deux jeudis jusqu'à la victoire (ou jusqu'à nouvel ordre)! Un maximum de compétences et de motivations sont bienvenues et nécessaires pour mener à bien la défense de ce lieu !

La Cantine, route de Moutier 105, 2800 Delémont / 032 422 60 60 / lesrondez.ch
S'inscrire à l'association de soutien: <https://lesrondez.ch/soutien/>

Les manigances avancent !

Chronologie d'un conflit

2016 Le premier contrat de bail est signé par Rolf Schmid, cadre chez vonRoll. Ce premier contrat portait sur 35 ans ! Après moins d'une année de présence dans les locaux, l'association la Cantine apprend que R. Schmid souhaite rompre le contrat car il l'avait signé sans l'accord de sa hiérarchie. Le litige ainsi créé entre membres de la direction de vonRoll pousse R. Schmid à tenter d'évacuer l'association. Ses principaux prétextes concernent l'entretien des alentours et des manquements dans le calendrier des travaux.

Décembre 2016 La Cantine est reconnue d'utilité publique par le Canton du Jura.

Début 2017 La Cantine dépose une première fois le dossier en justice pendant qu'elle démontre au propriétaire que c'est principalement de son côté que le bail n'est pas respecté, que les travaux n'avancent pas car il les bloque, qu'il reste immobile concernant le changement d'affectation nécessaire au respect des statuts de l'association.

Juin 2017 Jürg Brand, directeur de vonRoll, intervient pour éviter le tribunal et signe un nouveau bail avec l'association la Cantine : moins long, moins cher. J. Brand s'y engage notamment à enfin mettre en conformité l'affectation urbanistique du site ainsi qu'à poser un compteur électrique interne au bâtiment pour que l'association puisse avoir un suivi de sa consommation. Juste après avoir signé le contrat, la Cantine dépose pour la troisième fois le dossier d'urbanisme chez vonRoll. Il est convenu entre J. Brand et la Cantine que les problèmes à venir seront réglés en discutant. Cette résolution s'avérera par la suite être de la pure ironie : à partir de ce moment, il ne répondra plus jamais au téléphone ni aux courriers de l'association qui se montrera, elle, toujours ouverte au dialogue.

Juillet 2017 La Cantine installe quelques caravanes sur le parking qu'elle loue, seule solution pour offrir des lieux de repos à ses artistes et artisan·e·s en résidence de création dans des lieux en cours de rénovation. L'association installe également un poulailler pédagogique et un abri extérieur pour le tri des déchets.

Décembre 2017 - janvier 2018 La Cantine relance vonRoll concernant le compteur électrique et le changement d'affectation. L'entreprise répond par des menaces de résiliation

bâclées et confuses où il est évident qu'elle joue la même stratégie qu'en 2016. La direction pousse l'incompétence au point de laisser R. Schmid signer à la place de J. Brand, allant même jusqu'à reprocher à la Cantine la présence sur son terrain d'une poche de fonte déposée là par vonRoll bien avant 2016. Le poulailler, la cabane de recyclage et les caravanes sont petit à petit ajoutées aux griefs. La Cantine cherche à contacter J. Brand à de nombreuses reprises pour comprendre le fond du problème et régler la situation. Sans succès.

Décembre 2018 Le contrat de bail est rompu par l'entreprise sur la base d'arguments juridiques mi-bricolés, mi-menaçants. L'association fait opposition, certaine que la mauvaise foi de vonRoll sautera aux yeux de l'institution judiciaire.

Janvier 2019 La municipalité de Delémont menace vonRoll d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 70'000 CHF pour ne pas s'être conformé à l'affectation. À cette fin, elle reprend mot pour mot certains des arguments de vonRoll. La Cantine ne comprend pas bien cette stratégie, pour le moins peu claire, et non suivie d'effets.

Octobre 2019 Malgré l'absence du signataire J. Brand à l'audience, la juge de première instance lui donne raison, validant l'éradication de l'association et la reprise de son bâtiment, généreusement rénové par cette dernière.

Janvier 2020 L'association la Cantine continue de développer ses activités, de s'organiser pour rester et fait appel de la décision de justice. Le conseil de ville de Delémont approuve une motion qui contraint les autorités à soutenir activement la Cantine dans le cadre du litige avec vonRoll. Lors d'un échange informel précédant la motion J. Brand aurait glissé aux autorités communales vouloir récupérer la Cantine pour en faire... un espace culturel !

Février 2020 von Roll adresse une "requête de fourniture de sûretés" au Tribunal cantonal : elle lui demande de s'assurer que la Cantine est en capacité de payer les frais liés à la procédure. L'existence de l'association de soutien et la pratique du prix libre sont pour l'entreprise synonymes de précarité! Cela représente une tentative de saboter l'appel sur la seule base de motifs financiers. Suite aux preuves que la Cantine fournit, cette demande est refusée.

Nous vous invitons à rejoindre les assemblées de défense qui auront lieu tous les deux jeudis jusqu'à la victoire (ou jusqu'à nouvel ordre)! Un maximum de compétences et de motivations sont bienvenues et nécessaires pour mener à bien la défense de ce lieu !

La Cantine, route de Moutier 105, 2800 Delémont / 032 422 60 60 / lesrondez.ch

S'inscrire à l'association de soutien: <https://lesrondez.ch/soutien/>

Jura libertaire, un documentaire sur une page d'histoire de la région aux répercussions internationales.

2022 sera l'année des commémorations des 150 ans de la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) et du congrès fondateur de l'internationale anti-autoritaire.

En effet, en 1872 la Fédération Jurassienne de l'AIT s'est constituée et le congrès fondateur de l'international anti-autoritaire a eu lieu à Saint-Imier dans le Jura Bernois. Cette date historique a mis notre région sur la carte de l'histoire mondiale du mouvement ouvrier.

Un certain nombre d'événements rappelleront cette histoire dans plusieurs endroits. Pour sa part, la "Coopérative Audio Visuelle d'Entraide" (CAVE) de La Chaux-de-Fonds, « Signe Productions » de Delémont et la « Coopérative Espace Noir » à St-Imier ont l'intention de réaliser un documentaire sur la Fédération jurassienne.



1er congrès de l'Association Internationale des Travailleurs Genève septembre 1866

Concept du film : Aborder le récit de la fédération jurassienne et de ses successeurEs syndicalistes révolutionnaires en résonance (ou pas) avec notre époque, à travers les

conceptions actuelles des luttes sociales, de la conscience environnementale, des pratiques autogestionnaires, le municipalisme libertaire, du féminisme etc. qui rencontrent un regain d'intérêt depuis plusieurs années. Faire une narration en allers et retours.

L'histoire de l'anarchisme en Suisse, et en particulier dans le Jura, de la première Internationale à la création de la Fédération des Unions Ouvrières de la Suisse Romande. Ces événements, bien que cités dans les livres d'Histoire relatant les origines du mouvement ouvrier, sont encore largement méconnus voire oubliés du grand public. Notre documentaire entend également expliquer comment et pourquoi cette région montagneuse qu'est le Jura a joué un tel rôle historique.

En 1864, des ouvriers décident de fonder l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) regroupant les organisations de travailleurs du monde entier pour lutter en faveur de l'émancipation du prolétariat. Leur slogan : « **Prolétaire de tous les pays, unissez-vous !** ». Cette alliance devait permettre de répondre à la montée en puissance d'un capitalisme déjà mondialisé et d'un nationalisme rampant qui entraînait les peuples dans des guerres fratricides.

En Suisse, 120 sections sont créées et comptent jusqu'à 10'000 adhérents en 1872. Dans le Jura neuchâtelois et bernois, de nombreux horlogers virent dans cette association un élément important pour les luttes ouvrières. En effet, leur industrie essentiellement exportatrice dépendait des fluctuations du marché mondial. Les particularités des modes de productions de cette industrie et l'explosion démographique de cette région constituèrent des éléments fréquemment cités par les spécialistes pour expliquer la diversité et l'originalité des courants de pensées qui émergent dans les différentes sections de la 1^{ère} Internationale jurassienne.

En 1869, James Guillaume et Constant Meuron invitent Michel Bakounine à donner des conférences au Locle et dans le Vallon de St-Imier. Bakounine est un théoricien et un agitateur russe anarchiste, auteur de nombreux livres et ayant participé à diverses révoltes en Europe. Ses conférences rencontrèrent un très grand succès auprès des ouvriers horlogers jurassiens. Ils se découvrirent une convergence avec la pensée libertaire.



Michel Bakounine

Ces concepts libertaires influenceront grandement de nombreuses sections de l'Internationale à travers le monde, notamment par l'influence des sections anti-autoritaires du Jura. Elle remettra en cause le pouvoir du Conseil Général de Londres alors sous l'influence de Marx. Ce dernier convoquera en 1872 un congrès à La Haye pour exclure Bakounine, James Guillaume du Locle et Adhémar Schwytzguébel de Sonvilier. La même année, un contre-

congrès des anti-autoritaires à St-Imier répondra à celui de *La Haye* et provoquera la scission de la première Internationale qui marqua durablement les mouvements sociaux. Notre film détaillera cette importante influence jurassienne et comment elle a façonné les courants de pensée de l'époque.

Il étudiera également l'évolution et l'histoire du mouvement après la dissolution de l'AIT anti-autoritaire, notamment en révélant l'existence, largement oubliée, d'un syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande au début du XX^{ème} siècle, porté par la FUOSR et le journal féministe « L'Exploitée ».



James Guillaume



Rédactrice de l'Exploitée.
Margareth Faas Hardegger

Après la chute du mur de Berlin, de plus en plus **de penseurs contemporains font référence à la qualité de visionnaires des théoriciens et des militants de la Fédération jurassienne dans leur critique du socialisme autoritaire et dans leurs propositions sociales.** Beaucoup d'entre elles sont reprises aujourd'hui, tels que l'autogestion, le fédéralisme, le municipalisme et la démocratie participative. Ainsi, nous terminerons notre film en évoquant les héritiers de la Fédération jurassienne et des syndicalistes des Unions ouvrières : les centres autonomes, le syndicat SUD-Vaud, les mouvements alternatifs et écologistes, les coopératives autogérées, les groupes et les fédérations libertaires.

Composé d'interviews de spécialistes de cette époque (tel que Florian Eitel, Marc Perrenoud, Marianne Enckell) ou de cette mouvance, de documents d'archives, d'une voix off et de petites animations réalisées par Hermann Mendez. Nous visiterons les lieux où ces événements se sont

déroulés à St-Imier, au Locle, à La Chaux-de-Fonds, à Genève et à Lausanne. Les reconstitutions auront pour décors des habitations et des ateliers gardant l'aspect de cette période historique comme l'Ancien Manège de La Chaux-de-Fonds ou l'atelier d'horloger du musée paysan.

La sortie du film coïncidera avec la commémoration, le 15 septembre 2022, des 150 ans du congrès de St-Imier, considéré mondialement comme l'acte fondateur de l'anarchisme en tant que mouvement social distinct.

Le Jura libertaire est un film essentiel contant un passé souvent oublié, parfois sciemment, et permettant de mieux comprendre le présent, tout en mettant en avant les alternatives à la société de consommation qui semble avoir atteint le paroxysme d'avant son déclin...

Vous pouvez soutenir ce projet en envoyant vos dons (voir ci-dessous) avec la mention « Jura libertaire ».



CAVE, Coopérative Audio Visuelle d'Entraide, Soleil 9, 2302 La Chaux-de-Fonds
Ccp 14-257996-2 IBAN : CH70 0900 0000 1425 7996 2 BIC : POFICHBEXXX

FLM, vous avez dit FLM ?

La FLM regroupe des militants-tes libertaires anarchistes de multiples tendances, habitant le canton de Neuchâtel, du Jura et du Jura bernois (CH).

La FLM se veut pluraliste. Nous rejetons le dogmatisme et l'esprit de chapelle. Personne ne détient La Vérité. Comme dans la nature, la multiplicité des réponses est un facteur indispensable à la survie et au développement (une espèce trop spécialisée ne survit pas au moindre changement de son environnement). Une stratégie efficace à une certaine époque peut s'avérer inutile à un autre moment ou produire des effets pervers.

La FLM est fédérée au niveau suisse avec l'Organisation Socialiste Libertaire (OSL) et au niveau francophone à la Fédération Anarchiste. Les adhérents-tes de la FLM sont donc automatiquement membre de l'OSL et à la FA, à moins qu'ils-elles ne signalent leur volonté de ne pas être associés-ées à l'une ou l'autre de ces organisations, voire aux deux.

Luttes et créations sociales :

La FLM agit avec la population et non à sa place, c'est pour cette raison que nous ne nous présentons pas aux élections. Par notre caractère autogestionnaire nous participons et mettons en place dès aujourd'hui des structures permettant de défendre et d'établir des rapports sociaux libertaires, égalitaire, autogestionnaires, solidaires, pluralistes et coopératifs (notamment par opposition au concept de concurrence).

Si nous luttons pour une société différente, notre action ne se limite pas à préparer un changement fondamental de notre système social et économique, nous agissons pour promouvoir, ici, maintenant et au quotidien une amélioration égalitaire des conditions de vie de toutes et de tous.

Nous défendons la diversité des stratégies, quand elles ne s'opposent pas, car nous pensons, que les différentes actions sociales sont complémentaires et nous enrichissent.

Il n'y aura pas de changements sociaux défendables et durables sans une évolution dans les esprits par la pratique autogestionnaire ou démocratique des luttes sociales, des mouvements associatifs et d'entreprises alternatives et coopératives. Les révolutions sans évolution sont, selon nous, toutes corruptibles. C'est en tout cas la leçon que l'Histoire semble nous avoir donné. Il appartient donc aux syndicats et aux diverses associations et sociétés d'inspiration socialiste (au sens large) et/ou environnementale de créer une culture sociale empreinte de liberté, de solidarité et de coopération pour s'opposer à la concurrence, la loi du plus riche et de la dictature du marché.

La FLM, soutien les luttes des classes dominées, environnementales et des droits humains organise fréquemment des manifestations, concerts, projections et autres tables de presses et diffuse les théories (éco) anarchistes sous forme de brochures, d'autocollants et de journaux muraux ou en bulletin (Le Chat Déchainé)...



: Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) Soleil 9, 2300 La Chaux-de-Fonds, flm.osl@espacenoir.ch

Pour nous soutenir Ccp 12-419903-8 IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8